



**PRÉFET  
DES LANDES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction départementale de l'Emploi, du Travail,  
des Solidarités et de la Protection des Populations

Service Vétérinaire  
Santé Protection Animales et Environnement

Affaire suivie par : Philippe MALLET  
tél : 05 47 87 73 77

[ddetspp-svspae@landes.gouv.fr](mailto:ddetspp-svspae@landes.gouv.fr)

Mont-de-Marsan, le 07/03/2023

N/Réf : SPAE/SR/EV/PhM/MR/ IC2300499

**Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 06/03/2023**

**Contexte et constats**

Publié sur



**SCEA PEYROUTAS**

220 CHEMIN PEYROUTAS

40500 Sarraziet

Références : IC2300499  
Code AIOT : 0054000964

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2023 dans l'établissement SCEA PEYROUTAS implanté 220 CHEMIN PEYROUTAS 40500 Sarraziet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite avait pour but de faire le point avec l'exploitant sur le maintien de son classement IED et sur la mise en place des MTD, ou, au vu de la diminution d'activité et de ses effectifs de volailles actuels, de sa bascule en simple déclaration.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA PEYROUTAS
- 220 CHEMIN PEYROUTAS 40500 Sarraziet
- Code AIOT : 0054000964
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Cette exploitation élevait, avant la crise Caillor, 108000 cailles et 3375 chapons, par lettre d'acte préfectorale du 01/06/2014.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- programmée dans le cadre du PPC.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au jour de l'inspection, l'exploitation est en situation de vide sanitaire. Les bâtiments sont soigneusement nettoyés, la prochaine mise en place se fera le 14/04/2023.

L'exploitant fait état de la présence ce jour de 1500 poulets en vente directe.

En temps d'exploitation, et en l'absence de cailles, l'exploitation élève 20900 animaux-équivalents, ce qui la classerait en déclaration si l'exploitant décidait une cessation définitive de l'élevage de cailles.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	/	Sans objet
2	Dossier de réexamen	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I	/	Sans objet
3	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	/	Sans objet
4	Dérogation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 43	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

- Absence d'extincteurs sur le site
- La dernière inspection des installations électriques date du 06/12/2021, aucune inspection n'a eu lieu en 2022
- Le cahier d'épandage n'est pas renseigné dans sa totalité et présente des oublis de saisie
- Le plan d'épandage est en cours de réactualisation à la chambre d'agriculture, du fait d'une modification sur la commune de Montsoué (arrêté du 27/02/2023). Le nouvel îlot sera déclaré à la PAC 2023. Aucune nouvelle commune n'est concernée.
- La cuve à fioul, le congélateur à cadavres, le bac d'équarrissage, le plan de dératisation et l'analyse du sol annuelle sont conformes
- Le dernier enlèvement d'Atemax (équarrisseur) date du 08/01/2023
- Le PPF 2023 n'est pas encore disponible

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Mise en œuvre des MTD**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>
<p><b>Constats :</b> Les MTD sont mises en oeuvre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
---

N° 2 : Dossier de réexamen

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I
---

<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
------------------------------------

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement au plus tard :
---

- le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ;
--

- le 21 février 2019 pour les autres installations.
---

A cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice ( <a href="http://www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr/">http://www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr/</a> ) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement.
---

L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques.
---

<b>Constats :</b>
-------------------

Le réexamen IED a été finalisé.
---------------------------------

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
---

N° 3 : Mise en œuvre des MTD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
--

<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
------------------------------------

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ».
---

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.
--

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
--

<b>Constats :</b>
-------------------

Les MTD sont en place.
------------------------

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
---

N° 4 : Dérogation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 43
---

<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
------------------------------------

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Par dérogation aux articles 41 et 42, l'exploitant peut solliciter une dérogation permettant de fixer des valeurs limites d'émission qui excèdent les niveaux d'émission.

Cette demande est formulée et instruite dans les formes prévues au I de l'article L. 515-29 du code de l'environnement et dans les dispositions réglementaires prises pour son application.

Si la dérogation sollicitée a été acceptée par le préfet à l'issue de la procédure, pour l'application de l'article 41 et du II de l'article 42 au périmètre couvert par le champ de la dérogation accordée, l'exploitant met en œuvre les prescriptions, respecte les valeurs limites fixées et délais prévus par arrêté préfectoral.

**Constats :**

Aucune dérogation n'est nécessaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**NOM ET SIGNATURE DE(S) L'INSPECTEUR(S)**

**Philippe MALLET**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'P. Mallet', written over a horizontal line.